

Mémoire du Groupe Alpha Laval  
déposé à la Commission itinérante de l'ACA  
le mercredi 21 octobre 2015 à Laval

La mission du Groupe Alpha Laval est financée par le MEESR  
(Le Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la recherche)

Madame, Monsieur le la président(e),  
Madame, Monsieur les commissaires,

Mon nom est Isabelle Bergeron et je prends la parole aujourd'hui au nom du Groupe Alpha Laval, un groupe populaire en alphabétisation des adultes, membre du RGPAQ, le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec.

Avant tout, nous désirons remercier le RQ-ACA d'avoir organisé cette commission itinérante qui permet à toutes nos organisations de témoigner de l'importance de notre action dans notre milieu.

Depuis près de vingt ans, le Groupe Alpha Laval offre aux personnes peu alphabétisées des activités d'apprentissage et des lieux de participation adaptés à leurs besoins. Sa mission est de permettre qu'ensemble ces personnes améliorent leur qualité de vie, développent leur potentiel à travers la lecture, l'écriture et le calcul, renforcent leur autonomie et exercent pleinement leur citoyenneté.

Au Groupe Alpha Laval, nous agissons par le biais de trois secteurs d'activités, soit l'alphabétisation, l'employabilité et, de manière parallèle, par la sensibilisation de la population et la défense des droits des personnes peu alphabétisées.

En 2015, au Québec, plus d'un million de personnes de 16 à 64 ans ont des difficultés importantes en lecture et en écriture<sup>1</sup>...À Laval, c'est un adulte sur six qui vit ces mêmes difficultés, soit plus de cinquante mille personnes.

1) Des impacts positifs de notre intervention :

- Bien sûr, notre action est limitée en raison de ressources qui demeurent nettement insuffisantes en regard du défi à relever.  
Cependant, nous réussissons néanmoins à rejoindre directement, et à assister, près de 125 adultes annuellement. En plus, nous informons et sensibilisons plusieurs centaines, voire des milliers de personnes sur les enjeux de l'analphabétisme et la réalité vécue par les personnes peu alphabétisées.
- L'alphabétisation populaire se veut une réponse globale aux difficultés liées à l'analphabétisme. Les personnes accompagnées améliorent leur qualité de vie, développent leurs compétences en lecture, en écriture, en calcul; d'autres trouvent

---

<sup>1</sup> PEICA 2013 : Programme d'évaluation internationale sur les compétences des adultes

un emploi, ou encore participent à toutes sortes d'activités qui leur permettent de développer un sentiment d'appartenance, d'améliorer leur estime de soi et de prendre part à des activités citoyennes qui renforcent leur autonomie et leur capacité de devenir des citoyens et des citoyennes à part entière. Leurs familles, et leurs enfants lorsqu'ils sont parents, bénéficient à leur tour de tous ces apprentissages. Au final, c'est la communauté toute entière qui bénéficie de l'action réalisée par le Groupe Alpha Laval.

## 2) Des impacts du sous-financement :

- Malgré de très nombreuses représentations au fil des ans, le Groupe Alpha Laval, comme la majorité des autres organisations d'action communautaire autonome à Laval, ou au Québec, demeure sous-financé. Les impacts sur notre organisation et la population sont importants.
- Nous parlions de chiffres il y a un instant. À Laval, c'est plus de 50 000 personnes qui auraient des besoins en matière d'alphabétisation. Malgré tout, il n'y a que 2 à 3 % de la population, malheureusement, qui fasse part de leur besoin, soit ± 1 500 personnes annuellement à Laval. De notre côté, nous ne pouvons soutenir que 100 à 125 individus au cours d'une année, soit à peine 6 à 7% de tous ceux et celles qui demandent des services et espèrent du soutien. On ne peut parler de lutte à l'analphabétisme dans de telles conditions. Cela est simplement inacceptable, d'abord pour les personnes qui ne peuvent obtenir l'assistance souhaitée, mais également pour nous qui ne pouvons répondre à la demande. Pour lutter de façon efficace contre l'analphabétisme, nous avons besoin d'investissements substantiels qui nous donnent la capacité d'agir de manière significative.
- Parler de sous-financement, c'est aussi parler de conditions de travail. La quasi non-indexation de notre subvention depuis nos débuts en 1996, au même titre que pour l'ensemble des organismes financé au Pacte<sup>2</sup>, a toujours compromis l'amélioration des conditions de travail des travailleuses et des travailleurs en alphabétisation, ou œuvrant dans les autres secteurs financés au Pacte. Si nous ne pouvons garantir de meilleures conditions de travail au personnel que l'on emploie – et qui sont majoritairement des femmes, est-il nécessaire de le rappeler? – il deviendra de plus en plus difficile de conserver des équipes de travail dédiées et compétentes pour poursuivre notre mission, tout en leur épargnant la précarité que l'on dénonce jour après jour pour tout un segment de la population.

## 3) Outre le financement, quelles sont les embûches...

- Outre le financement, c'est d'abord et avant tout, la non-reconnaissance par les gouvernements de la nécessité de mettre en œuvre une stratégie nationale de lutte à l'analphabétisme qui demeure le principal obstacle. Depuis plus de vingt ans, toutes les enquêtes réalisées en la matière, l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA – 1994), l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA – 2003), le Programme

---

<sup>2</sup> Pacte : Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation. Il finance les organismes œuvrant en alphabétisation – francophone et anglophone, ceux en lutte au décrochage scolaire, ceux en formation et les Écoles de la rue.

d'évaluation internationale sur les compétences des adultes (PEICA – 2013) démontrent clairement la nécessité et l'urgence d'agir en matière de lutte à l'analphabétisme, et ce, pour assurer le développement des populations, la lutte à la pauvreté et la croissance de l'économie. Une réelle volonté politique demeure donc la clé pour mener à bien notre mission.

- 4) Des impacts liés au contexte d'austérité sur votre organisme, sur vos membres, sur votre communauté?

Pour l'instant, il est certain que le contexte d'austérité se manifeste de plusieurs manières, entre autres : par le non-rehaussement de notre subvention à la mission; aucune indexation de la part de nos bailleurs de fonds gouvernementaux – MEESR et EQ; l'obligation de soustraire des heures d'atelier à l'offre de services habituelle (- 3.5 semaine), ce qui a eu pour effet immédiat de réduire de 7 heures par semaine l'horaire de travail d'une employée déjà à temps partiel.

De façon globale, les décisions liées à ce climat d'austérité agissent également sur la qualité des services offerts aux personnes peu alphabétisées, notamment : en réduisant le personnel affecté au service direct à la population, obligeant ainsi les personnes à utiliser le numérique, mode malheureusement non adapté pour les personnes peu alphabétisées; ou encore en ne permettant plus les rencontres de personne à personne pour l'obtention de service public – ex : entrevue téléphonique à EQ, mode définitivement à proscrire si l'on veut simplifier et clarifier les communications pour ces personnes.

Finalement, c'est davantage d'insécurité à tous les niveaux pour la majorité des personnes qui ont recours aux organisations communautaires – tout ce qui touche le budget, le transport, l'alimentation, etc.

- 5) Les principaux enjeux pour votre organisme, votre secteur, etc.

En terminant, nous croyons que les principaux enjeux au cours des prochaines années se situent au niveau de : notre survie même comme mouvement – RGPAQ – et comme organisation; un affaiblissement important de plusieurs pans de l'ACA, sinon leur disparition, notamment si le projet de loi 56 devait être adopté sous sa forme actuelle, et finalement, une précarisation importante d'un segment supplémentaire de la population dont une partie importante de leur filet social est constitué par le recours aux organismes de l'ACA.